

21 décembre 2020

## **Sri Lanka : Les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE) dans la province de l'Est**

### **Avertissement**

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| 1. Un territoire en « peau de léopard » et une administration « fantôme ».....    | 4  |
| 1.1. Les LTTE étendent leur emprise puis refluent (Eelam II, 1990-1995) .....     | 4  |
| 1.2. Les LTTE se réinstallent en force (Eelam III, 1990-2002).....                | 5  |
| 1.3. Recrutement d'enfants soldats par les LTTE .....                             | 6  |
| 2. Extension des LTTE dans les zones gouvernementales à partir de 2002.....       | 6  |
| 2.1. Les LTTE déploient leur police dans les zones gouvernementales.....          | 6  |
| 2.2. Les LTTE accroissent les tensions par l'organisation de <i>hartals</i> ..... | 7  |
| 3. Conflits persistants entre les LTTE et les musulmans .....                     | 8  |
| 3.1. Persécutions des musulmans par les LTTE.....                                 | 8  |
| 3.2. L'accord de 2002 entre les LTTE et le SLMC non respecté .....                | 11 |
| 3.3. La zone de Muttur, épiceutre des tensions entre LTTE et musulmans.....       | 11 |
| 4. La scission des LTTE de 2004 et ses conséquences .....                         | 13 |
| 4.1. Dissensions au sein des LTTE .....   | 13 |
| 4.2. Le déroulement de la scission.....   | 13 |
| 4.3. Affrontements entre les LTTE et les dissidents.....                          | 14 |
| 5. La reprise de la guerre et l'éviction des LTTE de la province Est.....         | 15 |
| 5.1. Les LTTE relancent les combats (Eelam IV).....                               | 15 |
| 5.2. Muttur sous le feu de la guerre.....   | 16 |
| 5.3. Offensive de l'armée dans le district de Batticaloa.....                     | 17 |
| Bibliographie.....  | 19 |

**Résumé :** Les LTTE ont été repoussés par l'armée dans les zones de l'arrière-pays de la province de l'Est dans la première moitié des années 1990. Puis, dans la seconde moitié de cette décennie, alors que le gouvernement concentrait ses troupes dans la péninsule de Jaffna, ils se sont déployés dans les zones côtières, où ils ont établi plusieurs places fortes. Ils ont exercé un contrôle social étroit sur les populations, pratiquant notamment l'enrôlement forcé d'enfants, et supervisaient les ONG intervenant dans la province. A la faveur de l'accord de cessez-le-feu de février 2002, ils ont pu intervenir ouvertement dans les zones gouvernementales pour y imposer de manière plus systématique des représailles contre leurs adversaires supposés ou des personnes ayant fui les zones sous leur contrôle, et généraliser le racket des populations. Ces pratiques ont provoqué des incidents violents avec les communautés musulmanes. En mars 2004, la scission intervenue au sein des LTTE et le ralliement des dissidents des TMVP aux forces gouvernementales a déstabilisé l'implantation de ceux-ci dans la province. Leurs offensives armées de 2006 défaites et les contre-offensives de l'armée ont eu raison de leur présence structurée à l'été 2007, qui s'est alors réduite à quelques groupes itinérants dans l'arrière-pays forestier.

**Abstract :** The LTTE were driven back by the army into the hinterland areas of the Eastern Province in the first half of the 1990s. Then, in the second half of that decade, as the government concentrated its troops in the Jaffna Peninsula, they deployed in coastal areas, where they established several strongholds. They exercised tight social control over the populations, including the forced recruitment of children, and monitored the NGOs operating in the province. Thanks to the ceasefire agreement of February 2002, they were able to intervene openly in government areas to more systematically impose reprisals against their supposed adversaries or people who fled areas under their control, and generalize the racketeering of the populations. These practices have caused violent incidents with Muslim communities. In March 2004, the split within the LTTE and the rallying of TMVP dissidents to government forces destabilized their presence in the province. Their defeated 2006 armed offensives and the army's counteroffensives got the better of their structured presence in the summer of 2007, which then reduced to a few itinerant groups in the forest hinterland.

**Nota :** La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

La province de l'Est s'étend sur la côte orientale de l'île de Sri Lanka, de Kamana au sud-est jusqu'à Pulmoddai au nord-est, soit une distance de 286 km. Sa distance maximale en largeur est de 89 km. Elle couvre 20% du territoire sri lankais. Elle a 420 km de côtes maritimes, dont 110 km pour le district d'Amparai, de 100 km pour celui de Batticaloa et de 210 km pour celui de Trincomalee.<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> JEYARAJ D.B.S., Frontline, 24/08/2007, [url](#)

## 1. Un territoire en « peau de léopard » et une administration « fantôme »

### 1.1. Les LTTE étendent leur emprise puis refluent (Eelam II, 1990-1995)

En mars 1989, le gouvernement a passé un accord informel de cessez-le-feu avec les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (*Liberation Tigers of Tamil Eelam*, LTTE), entériné formellement le 28 juin. En mai, il leur a fourni des armes contre l'armée indienne qui occupait la province du Nord-Est depuis 1987 sous le nom de *Indian Peace Keeping Force* (IPKF). Le 2 juin, il a demandé à celle-ci de quitter le territoire sri lankais, ce qu'elle a fait **en mars 1990**, sous la pression militaire des LTTE qui comptaient alors une dizaine de milliers de combattants. Ceux-ci **ont pris la place de l'IPKF** dans la province du nord-est alors autonome (divisée à nouveau le 1<sup>er</sup> janvier 2007 en deux provinces : Est et Nord).<sup>2</sup>

En octobre 1989, l'IPKF s'est retirée du district d'Amparai, district le plus méridional de la province du Nord-Est autonome, et dès novembre, **les LTTE ont attaqué et pris les camps de l'Armée nationale tamoule** (*Tamil National Army*, TNA), bras armé de l'autorité provinciale autonome soutenue par l'IPKF, celui de Thirukkivil dirigé par l'Organisation de libération de l'Eelam tamoul (*Tamil Eelam Liberation Organisation*, TELO) et celui de Thambiluvil, dirigé par le Front de libération révolutionnaire du peuple de l'Eelam (*Eelam People's Revolutionary Liberation Front*, EPRLF), organisation majoritaire au Conseil provincial. **Sous la pression des LTTE, la TNA s'est retirée de l'Est.** La direction des LTTE a alors demandé à Anthony, leur commandant pour la zone des deux camps susmentionnés, d'envoyer 300 militants pour combattre au Nord, ce qu'il a refusé, car ces hommes savaient tisser des liens avec la population locale. Il a alors été remplacé en décembre 1989 par Mathan, qui, avec Karilan, le responsable politique des LTTE dans l'Est, était peu regardant sur la formation culturelle des militants de base. **Plusieurs centaines de conscrits de la TNA ont été exécutés.** Ces massacres de jeunes militants autonomistes, nombreux à avoir été éduqués et entraînés en Inde, qui auraient pu être recrutés par les LTTE, ont particulièrement ému la communauté tamoule. De même, d'abord bien accueillis dans certaines zones tamoules et musulmanes, **les LTTE ont vite engendré de la défiance** par le racket des agriculteurs, des commerçants, etc., (voir *infra*) et la confiscation de tracteurs, si bien qu'ils étaient devenus assez impopulaires en juin.<sup>3</sup>

Le 8 juin 1990, un soldat a été tué et d'autres blessés par des LTTE qui empêchaient un groupe de militaires de franchir un barrage routier à Vavuniya. Le 11 juin, les LTTE ont ordonné à tous les policiers et leurs familles de quitter tous les postes de police de l'Est pour être regroupés dans des lieux préparés par eux (camps militaires, écoles, etc.). Une centaine s'y est rendue. Puis les LTTE ont pris d'assaut la caserne de police de Batticaloa ainsi qu'onze autres casernes de la province de l'Est. La plupart des policiers s'est rendue sans combat.<sup>4</sup> Par la suite, dans les forêts, **les LTTE ont exécuté environ 600 policiers faits prisonniers, musulmans et singhalais, en épargnant les policiers tamouls.**<sup>5</sup>

Le 11 juin, ils ont également attaqué trois grands camps militaires, et ont pris celui de Vellaveddi. Les forces de sécurité ont évacué tous les petits camps de l'Est. Puis, le gouvernement a réagi violemment par l'Opération *Sledge Hammer*, en faisant bombarder les zones de peuplement tamoul et en armant des **milices locales musulmanes (home guards)**<sup>6</sup>. Ces dernières ont commis des atrocités contre des Tamouls ou les ont contraints à fuir pour être regroupés dans des camps après la destruction et le pillage de leurs maisons, en particulier dans le district d'Amparai.<sup>7</sup> L'offensive de l'armée sur Pottuvil le 15 juin 1990, puis celle de Thirukkivil le 18 juin ont provoqué **la retraite des LTTE.** Ceux-ci ont alors commencé à abandonner les villes de l'Est, souvent sans combat notamment à Kalmunai, Karaitivu et Akkaraipattu, pour se retirer dans les forêts.<sup>8</sup> En représailles, ils ont pratiqué le « nettoyage ethnique » contre les musulmans dans les zones sous leur contrôle comme, en octobre, à Jaffna, d'où des dizaines de milliers de musulmans ont été chassés en une seule journée et ont dû fuir à pied vers le sud.<sup>9</sup>

<sup>2</sup> DIXON S. Jeffrey (professeur associé de sciences politiques à l'université du Texas central) et SARKEES Meredith Reid (membre du Correlates of War project), 2015, p.564, [url](#)

<sup>3</sup> University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 16/10/1990, [url](#)

<sup>4</sup> University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 08/1990, [url](#) ; DIXON S. Jeffrey et SARKEES Meredith Reid, 2015, p.564, [url](#)

<sup>5</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.159 ; DIXON S. Jeffrey et SARKEES Meredith Reid, 2015, p.564, [url](#) ; University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 16/10/1990, [url](#)

<sup>6</sup> DIXON S. Jeffrey et SARKEES Meredith Reid, 2015, p.564, [url](#)

<sup>7</sup> University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 16/10/1990, [url](#)

<sup>8</sup> University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 16/10/1990, [url](#)

<sup>9</sup> DIXON S. Jeffrey et SARKEES Meredith Reid, 2015, p.564, [url](#)

Dans la première moitié des années 1990, le gouvernement, dirigé par le Parti uni national (*United National Party*, UNP), a déployé **42% de sa puissance militaire dans la province de l'Est** plutôt que dans la province du Nord, que les LTTE contrôlaient en grande partie. En effet, **le peuplement mixte de la province de l'Est paraissait être un obstacle à une implantation solide des LTTE**, à la différence de la province du Nord d'où les LTTE avaient chassé les musulmans et les Singhalais pour n'y laisser que des Tamouls hindous et chrétiens. En conséquence de cette stratégie, dans la province de l'Est, les LTTE ont été confinés dans les zones forestières et leurs abords.<sup>10</sup> Parallèlement à quelques opérations menées dans la province du Nord, **le gouvernement a déclenché l'opération Sedapahara dans la province de l'Est en mars 1993. Cette opération lui a permis de récupérer un grand nombre de territoires face à une faible résistance**. A la fin de l'année 1993, il annonçait que le nombre de combattants des LTTE présents dans la province de l'Est était passé de 2 000 à 50.<sup>11</sup> D'octobre 1994 à avril 1995, un cessez-le-feu est intervenu entre les deux belligérants, mais les négociations ont échoué.<sup>12</sup>

## 1.2. Les LTTE se réinstallent en force (Eelam III, 1990-2002)

En 1995, le gouvernement de Chandrika Kumaratunga, dirigeante du Parti de la liberté de Sri Lanka (*Sri Lanka Freedom Party*, SLFP), a changé de stratégie en décidant d'affecter en priorité les troupes militaires vers la province du Nord, donnant ainsi l'opportunité aux LTTE de se déployer dans l'Est. Une route forestière, appelée « Beirut Trail » par les LTTE, reliait le Vanni à leur bastion du mont **Thoppigala** (toponyme singhalais ; en tamoul : **Kudumbimalai** ; en anglais : Baron's cap) dans le district de Batticaloa, via la zone du Manal Aaru (toponyme tamoul ; en singhalais : Weli Oya) dans le district de Trincomalee.<sup>13</sup>

Ainsi, en 1995, l'armée a concentré ses troupes dans la péninsule de Jaffna en délaissant des territoires situés dans la province de l'Est comme **Kokkadicholai** et **Vakarai**, où les LTTE se sont alors déployés. Le tronçon de la route A11 allant de Polonnaruwa (province du Centre Nord) à Valaichenai, localité située sur la côte orientale au nord de Batticaloa, faisait l'objet de l'attention principale de l'armée, puisqu'elle reliait l'ouest de l'île aux villes du centre de la côte orientale. La voie ferrée doublant cette route était sous la pression constante des LTTE, si bien que le trafic devenait erratique, tandis que les cars rebroussaient chemin par crainte d'attaques des LTTE. Les patrouilles militaires étaient régulièrement victimes d'embuscades et subissaient de nombreuses pertes. De plus, les LTTE menaient des actions contre les bases des forces de sécurité, comme l'attaque contre la base de la *Special Task Force* (STF), unité d'élite paramilitaire de la police, à Puthukkudiyiruppu<sup>14</sup>, située à environ 8 km au nord de Batticaloa, où les combats dans la localité ont fait une trentaine de morts parmi les policiers, et un nombre de victimes indéterminé parmi les LTTE (plusieurs dizaines ?) et les civils.<sup>15</sup> En juillet 1995, les LTTE occupaient la localité de **Vakarai**<sup>16</sup> située sur la côte à 45 km au nord de Batticaloa ; ils y avaient établi un bureau.<sup>17</sup>

En 1999, la zone de conflit commençait à Welikanda, une ville située dans le district de Polonnaruwa dans la province du Centre-Nord. **La ligne de démarcation entre les territoires contrôlés respectivement par le gouvernement et les LTTE était discontinuée**. En effet, les LTTE occupaient des territoires entrecoupés de zones contrôlées par l'armée, si bien que les personnes circulant dans l'arrière-pays du district de Batticaloa devaient franchir à plusieurs reprises des points de contrôle tenus par chaque belligérant. Cette discontinuité n'empêchait pas les LTTE de circuler de nuit entre chacune des zones qu'ils contrôlaient en franchissant clandestinement les zones gouvernementales. De plus, **si les autorités gouvernaient à Batticaloa le jour, les LTTE y régnaient la nuit**.<sup>18</sup> Alors que l'armée contrôlait la zone située à l'est du lagon de Batticaloa, appelée Eluvaankarai (rive du soleil levant), **les LTTE exerçaient leur contrôle sur la zone occidentale du lagon, appelée Paduvaankarai** (rive du soleil couchant), densément peuplée de villages tamouls et musulmans.<sup>19</sup>

<sup>10</sup> JEYARAJ D.B.S., Frontline, 24/08/2007, [url](#)

<sup>11</sup> DIXON S. Jeffrey et SARKEES Meredith Reid, 2015, p.566, [url](#)

<sup>12</sup> DIXON S. Jeffrey et SARKEES Meredith Reid, 2015, p.567, [url](#)

<sup>13</sup> JEYARAJ D.B.S., Frontline, 24/08/2007, [url](#)

<sup>14</sup> Terme signifiant « ville neuve », à ne pas confondre avec la localité éponyme située entre Mullativu et Kilinochchi.

<sup>15</sup> University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 30/12/1995, [url](#)

<sup>16</sup> Ou Vakkaraï.

<sup>17</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p.176 ; SUBRAMANIAN N., India Today, 31/08/1995, [url](#)

<sup>18</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p.119.

<sup>19</sup> JEYARAJ D.B.S., Frontline, 24/08/2007, [url](#)

L'armée avait établi son premier barrage routier (*check-point*) sur la route A11 à Welikanda, située à environ 35 kilomètres de Valaichchenai, localité de la côte orientale de l'île, suivi de nombreux autres. La route de Welikanda à Batticaloa était fermée par l'armée du crépuscule à 9 heures du matin. Les militaires fouillaient tous les camions. Outre ces embouteillages provoqués par les fouilles et les contrôles de véhicules, de leur cargaison et des voyageurs, le trajet était ralenti par les déviations autour des nombreux petits fortins militaires qui s'égrainaient tous les 3 ou 4 km.<sup>20</sup>

**De leur base de Kokkadicholai**, située à 35 km au sud de Batticaloa, **les LTTE dirigeaient une administration parallèle** qui intervenait sur l'ensemble du district éponyme. Leurs tribunaux jugeaient tous types d'affaires, pénales ou civiles. Ils avaient déployé dans les villages une police parallèle qui procédait à des arrestations. Leurs percepteurs, munis des relevés bancaires et des fiches de salaire des habitants, passaient dans chaque maison pour exiger le paiement d'impôts et extorquer les commerçants, y compris dans la ville de Batticaloa.<sup>21</sup>

### 1.3. Recrutement d'enfants soldats par les LTTE

En juillet 1995, les LTTE ont lancé une offensive contre une base militaire située au nord-ouest de Batticaloa. Celle-ci a échoué et 300 d'entre eux ont été tués, pour la plupart des enfants soldats. Après leur retraite de la péninsule de Jaffna vers le Vanni en 1996, les LTTE ont lancé une campagne de recrutement dans le district de Batticaloa. **De 1996 à 2001, des équipes de militants armés ont recruté des jeunes**, y compris de force en maltraitant les parents et leurs enfants qui leur étaient hostiles, selon deux rapports de l'association sri lankaise *University Teachers for Human Rights – Jaffna* (UTHR-J) de l'automne 2001. Ce recrutement avait lieu essentiellement dans les zones contrôlées par les LTTE. Dans ces zones, la fréquentation des écoles a chuté, car, par crainte de leur enrôlement dans les LTTE, les parents envoyaient leurs enfants auprès de membres de la famille résidant dans les zones sous le contrôle de l'armée, ou déménageaient vers celles-ci.<sup>22</sup> Les rapports susmentionnés de l'UTHR-J précisent que, **dans le district de Batticaloa, chaque famille devait donner un enfant aux LTTE quel que soit son âge**. Les LTTE le faisaient savoir de manière orale et informelle, puis passaient dans les familles. Si celles-ci refusaient ou si elles envoyaient leurs enfants dans les zones contrôlées par l'armée, tous leurs biens et propriétés étaient saisis par les LTTE.<sup>23</sup>

Le 25 septembre 2001, l'évêque de Batticaloa, le *swami* de la mission Ramakrishna, le représentant de l'Eglise méthodiste et deux autres personnalités locales se sont rendus à Ambalanthurai auprès du **commandant Karikalan, le chef des LTTE pour la province Est** (depuis 1990), pour lui demander de faire cesser les recrutements forcés d'enfants. Celui-ci leur a rétorqué que les enfants enrôlés dans les LTTE étaient tous volontaires, et que c'étaient les parents qui leur avaient envoyé un enfant qui faisaient pression sur leurs voisins pour qu'ils fassent de même, et non les LTTE. Enfin, il a nié ordonner la confiscation des propriétés de parents réticents à donner leur enfant.<sup>24</sup>

En 2002, la journaliste indienne Nirupama Subramanian s'est rendu à Kokkadicholai pour y rencontrer Karikalan. Ce dernier était professeur avant le conflit, et sa femme était médecin. Devant le bureau des LTTE, elle a d'abord attendu dans une file de personnes venues faire des demandes. Elle a pu converser avec une femme, dont trois fils avaient été tués en combattant pour les LTTE, et dont le quatrième avait disparu. Celle-ci lui a confié qu'un cadre des LTTE lui avait répondu que son dernier fils ne pouvait pas être dans cette localité, car tous les garçons avaient été emmenés dans un camp d'entraînement. Voyant la journaliste converser avec une personne locale, les LTTE ont isolé la journaliste dans un bâtiment où elle a attendu pendant deux heures l'arrivée de Karikalan, qui a nié recruter des mineurs et lui a assuré que toutes les recrues des LTTE étaient volontaires.<sup>25</sup>

## 2. Extension des LTTE dans les zones gouvernementales à partir de 2002

### 2.1. Les LTTE déploient leur police dans les zones gouvernementales

Après l'accord de cessez-le-feu du 22 février 2002 passé entre le gouvernement et les LTTE, ceux-ci ont été **autorisés à ouvrir des bureaux dans les zones gouvernementales**.<sup>26</sup> **Les barrages routiers**

<sup>20</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p.119-120.

<sup>21</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p. 121 et 130.

<sup>22</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p.176-178 ; University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 19/10/2001, [url](#)

<sup>23</sup> University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 19/10/2001, [url](#)

<sup>24</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p.176-178 ; University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 19/10/2001, [url](#)

<sup>25</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p.180-181.

<sup>26</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p.200.

**des forces de sécurité ont été levés**, et les LTTE ont pu se rendre à Batticaloa, y circuler librement et y ouvrir un bureau. La population de la ville a craint cette arrivée des LTTE : les commerçants pour le racket ; les politiciens pour les repréailles ; les parents pour le recrutement forcé de leurs enfants ; ceux ayant fui les zones contrôlées par les LTTE où ils avaient été rackets et où leurs enfants avaient été menacés d'enrôlement. Selon un homme interrogé par la journaliste indienne Nirupama Subramanian dans un hôtel de Batticaloa sur la nouvelle situation : « Maintenant lorsque les garçons [LTTE] nous convoquent de l'autre côté [dans la zone tenue par les LTTE], nous ne pouvons plus donner l'excuse que nous avons été bloqués à un barrage militaire, parce qu'il n'y a plus de barrages militaires. »<sup>27</sup> Cependant, elle a relaté avoir dû franchir l'un de ces barrages à Vavunathivu pour se rendre dans la base des LTTE de Kokkadicholai, mais les militaires ont simplement regardé les cartes de presse des journalistes et noté le numéro d'immatriculation de son véhicule, alors qu'auparavant, les contrôles étaient fastidieux et les militaires pouvaient interdire le passage sans explications.<sup>28</sup> Dans les années qui ont suivi l'accord de cessez-le-feu, à Batticaloa, le **racket des LTTE contre les entreprises, les personnes aisées et les projets de développement** a été dénoncé par les Tamouls exilés retournant en visite sur place et les agents du gouvernement.<sup>29</sup>

L'accord de cessez-le-feu du 22 février 2002 a permis aux LTTE de **mener librement des opérations de police dans les zones gouvernementales**, et d'y arrêter des personnes et de les sanctionner devant leurs tribunaux, notamment pour le refus du paiement de leurs impôts. De plus, cet accord les reconnaissait comme seuls représentants des Tamouls, si bien que seules les organisations politiques qui étaient agréées par eux pouvaient fonctionner. **La plupart des partis politiques non agréés par les LTTE ont donc quitté le nord-est** par crainte pour la vie de leurs militants. Les LTTE ont voulu étendre cette représentation des Tamouls à tous les locuteurs de la langue tamoule, comprenant aussi les musulmans. Devant les réticences de ces derniers, ils ont mené des actions violentes contre leurs activités économiques, détruisant leurs rizières et leurs bateaux, appelant au boycott de leurs magasins, kidnappant des pêcheurs, agriculteurs et commerçants musulmans pour réclamer des rançons (voir *infra*).<sup>30</sup>

Avant leur scission de 2004, **les LTTE contrôlaient les réseaux d'ONG**, notamment à Batticaloa. Dans ce district, ils contrôlaient **également le District Development Committee**, en lui imposant son programme de développement. Tant les ONG que les agents du gouvernement devaient passer sous les fourches caudines des LTTE pour mettre en œuvre un projet de développement dans les districts de Batticaloa et d'Amparai. **La Tamil Rehabilitation Organisation (TRO) dominait par la terreur les ONG qui travaillaient dans l'Est**. Le lien de cette structure avec les LTTE était manifeste : le chef de la TRO dans l'Est est devenu le chef politique des LTTE dans l'Est. A la suite du tsunami de décembre 2004, la TRO et les LTTE ont réussi à prendre le **contrôle des camps de personnes déplacées** en raison de l'incurie de l'Etat. Dans le district d'Amparai, la *Special Task Force* (STF), organisation paramilitaire étatique, a empêché la TRO de prendre le contrôle des camps des victimes du tsunami, ce qui a entraîné des tensions avec les LTTE. Après leur scission de 2004, les LTTE ont agi brutalement avec les autorités dans le district d'Amparai pour tenter de maintenir leur collaboration forcée. Ils ont assassiné, par exemple, le secrétaire de la division de Thirukkivil. Ils ont tenté d'utiliser les programmes de reconstruction pour rétablir leur influence perdue dans l'Est par le biais de la TRO.<sup>31</sup>

## 2.2. Les LTTE accroissent les tensions par l'organisation de *hartals*

En organisant des *hartals*<sup>32</sup> pendant les négociations ayant suivi l'accord de cessez-le-feu, **les LTTE voulaient démontrer que la population civile s'opposait à la présence des forces armées gouvernementales au Nord-Est**. Ainsi, le 9 octobre 2002, à Thirukkivil dans le district d'Amparai, une manifestation de Tamouls, menée par le dirigeant local des LTTE, Visu, s'est dirigée vers le camp de la STF de Kanjirankuda. Lorsque des manifestants ont jeté des pierres et ont tenté de pénétrer dans le camp, les soldats ont tiré sur la foule et fait sept morts et 14 blessés. En protestation, les LTTE ont

<sup>27</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p.172-173 et 181-184.

<sup>28</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p.178.

<sup>29</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.33, [url](#)

<sup>30</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p.204-205.

<sup>31</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.34-35, [url](#)

<sup>32</sup> Les *hartals* sont des mouvements de protestation entraînant la fermeture des lieux de travail, des administrations, des bureaux, des magasins, des écoles, etc., et l'arrêt de la circulation. Leur application est en principe pacifique, mais elle est souvent imposée par des organisations politiques et peut dégénérer en violences contre les récalcitrants, les groupes politiques opposés ou les forces de sécurité.

déclenché des *hartals* et des manifestations dans les villes de la côte orientale.<sup>33</sup> Le 11 octobre, lors de l'un de ces *hartals* à Trincomalee, trois jeunes Tamouls ont été tués par une grenade à proximité d'un quartier singhalais.<sup>34</sup> Outre ces actions conflictuelles, les LTTE ont organisé des grands rassemblements dans plusieurs localités du Nord-Est appelés *Pongu Thamil* marqués par des rituels à la gloire de Prabhakaran, le « leader suprême » des LTTE, et des discours en faveur de l'Eelam tamoul.<sup>35</sup>

A Trincomalee, peuplée par les trois principales communautés ethniques et religieuses, Tamouls, Singhalais et musulmans<sup>36</sup>, les LTTE et le Front de libération du peuple (JVP)<sup>37</sup> s'opposaient par le truchement de ces communautés en déclenchant des « incidents » menant à des émeutes et en appelant à des *hartals*.<sup>38</sup> Les communautés tamoules et musulmanes des localités situées le long de la côte orientale s'affrontaient également lors de *hartals* et de contre-*hartals* qui empêchaient la mobilité et perturbaient la vie quotidienne des habitants.<sup>39</sup>

### 3. Conflits persistants entre les LTTE et les musulmans

#### 3.1. Persécutions des musulmans par les LTTE

A la fin des années 1980, l'attitude violente et de suspicion à l'égard des musulmans de la part des organisations tamoules autonomistes soutenues par l'IPKF, telles que la TELO et l'EPRLF, a conduit de nombreux musulmans à apporter leur soutien matériel aux LTTE, qui se retranchaient dans les forêts. **Les LTTE ont alors recruté de nombreux jeunes musulmans. Après le départ de l'IPKF, les LTTE se sont néanmoins aliénés les musulmans** et même une partie des Tamouls par leurs réactions brutales contre toute contestation.<sup>40</sup> Par exemple, à Kattankudy dans le district de Batticaloa, ils ont interdit la Fédération des mosquées et des institutions musulmanes (*Federation of Mosques and Muslim Institutions*, FMMI), avec laquelle ils avaient pourtant de bonnes relations auparavant. Cette interdiction fut ensuite levée par un dirigeant des LTTE venu examiner la situation sur place, sans pourtant apporter de réponse aux autres plaintes de la communauté musulmane.<sup>41</sup>

De plus, les LTTE ont imposé leur monopole sur les coupes de bois, alors que les musulmans leur apportaient du bois lorsqu'ils étaient en lutte contre la TNA et l'IPKF. De même, le racket des commerçants musulmans a été incompris. En juin 1990, **les assassinats de policiers musulmans** (et singhalais) **par les LTTE** ont touché presque tous les villages musulmans de la province de l'Est, ce qui a déclenché la reprise de la guerre et la violence intercommunautaire.<sup>42</sup>

Les tensions et l'hostilité entre les Tamouls et les musulmans avaient aussi en partie pour origine le rôle d'informateurs des forces de sécurité qu'ont joué certains jeunes musulmans dans les années 1980 et 1990 pour dénoncer les activités des LTTE.<sup>43</sup> **En 1990, après le départ de l'IPKF, les LTTE ont lancé une grande offensive contre les organisations autonomistes tamoules qui avaient collaboré avec celle-ci. Ils ont aussi terrorisé les musulmans et les Singhalais dans l'intention de les chasser de la province de l'Est.**<sup>44</sup> En juin 1990, lorsque les combats entre les LTTE et l'armée ont commencé, des localités à majorité de population musulmane, comme Mavadichenai, ont dressé des drapeaux blancs en signe de soutien aux militaires, qui y étaient acclamés lors de leur passage. Après le massacre d'une quinzaine de Singhalais voyageant dans un camion vers Patimadu au nord de Trincomalee, le gouvernement a formé des **milices de musulmans et de Singhalais, appelées *home guards***, pour surveiller les villages. En outre, des musulmans aidaient les militaires à identifier les sympathisants des

---

<sup>33</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.85-86 ; University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 26/10/2002, [url](#)

<sup>34</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.86 ; TamilNet14/01/2003, [url](#)

<sup>35</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.87.

<sup>36</sup> A Sri Lanka, les musulmans, pour la plupart tamoulophones, sont officiellement considérés comme une minorité ethnique, distincte des autres communautés tamoules, qui sont en majorité hindouistes et aussi chrétiennes (catholiques et protestants) ; les Singhalais sont en grande majorité bouddhistes theravada, et en minorité chrétiens (catholiques et protestants). Il existe aussi, sur la côte orientale, une minorité officielle reconnue comme « malaise ». Voir : DIDR, 17/03/2015, [url](#)

<sup>37</sup> Organisation à l'origine d'obédience marxiste-léniniste devenue nationaliste prosinghalaise.

<sup>38</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.29, [url](#)

<sup>39</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.31, [url](#)

<sup>40</sup> University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 16/10/1990, [url](#)

<sup>41</sup> University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 08/05/1991, [url](#)

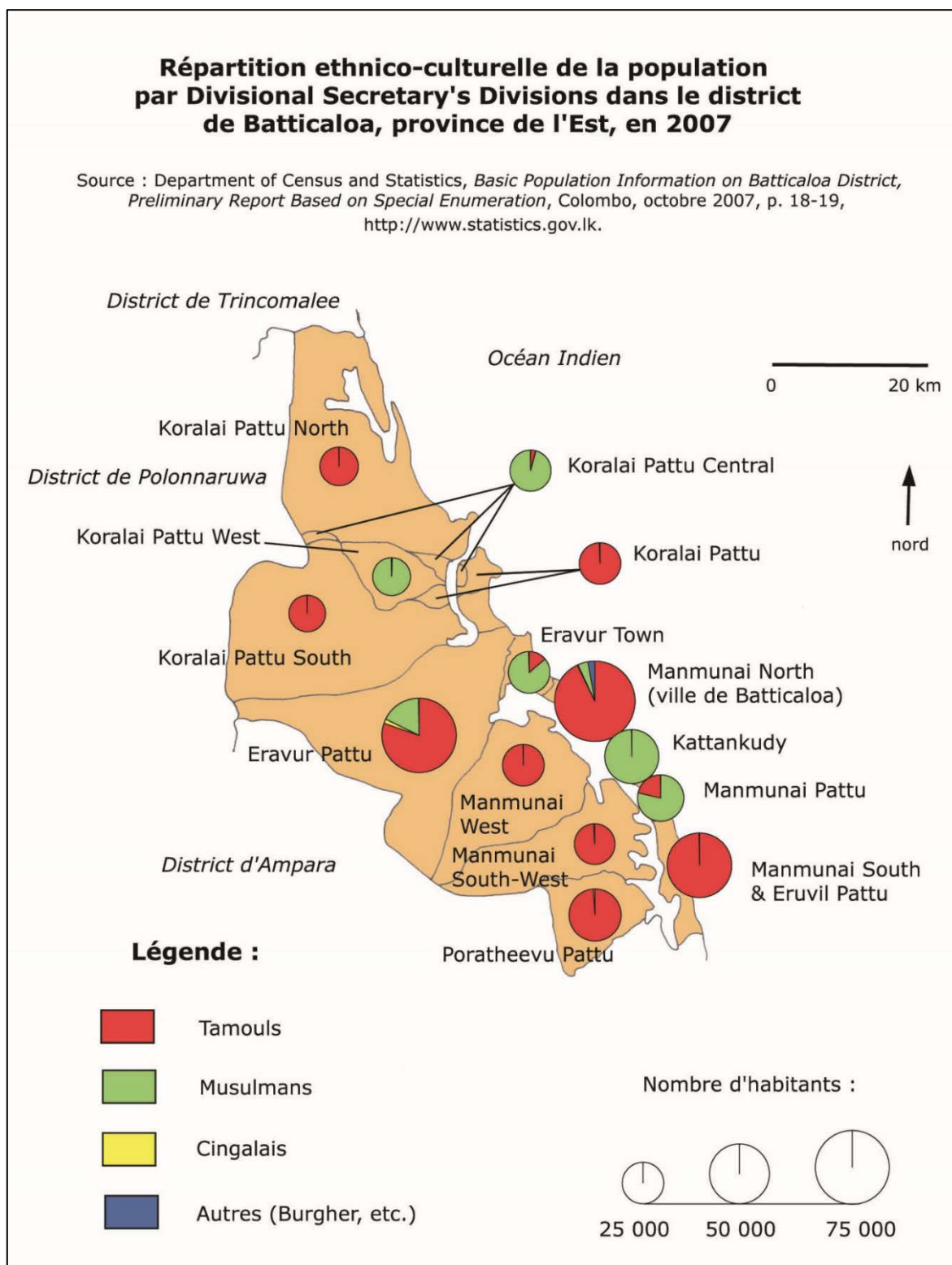
<sup>42</sup> University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 16/10/1990, [url](#)

<sup>43</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.46, [url](#)

<sup>44</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.153.



LTTE.<sup>45</sup> La plupart des Tamouls dénoncés par ces informateurs étaient des agents publics ou des personnes de haut niveau d'éducation, qui ont été enlevées ou tuées par la police ou les miliciens.<sup>46</sup>



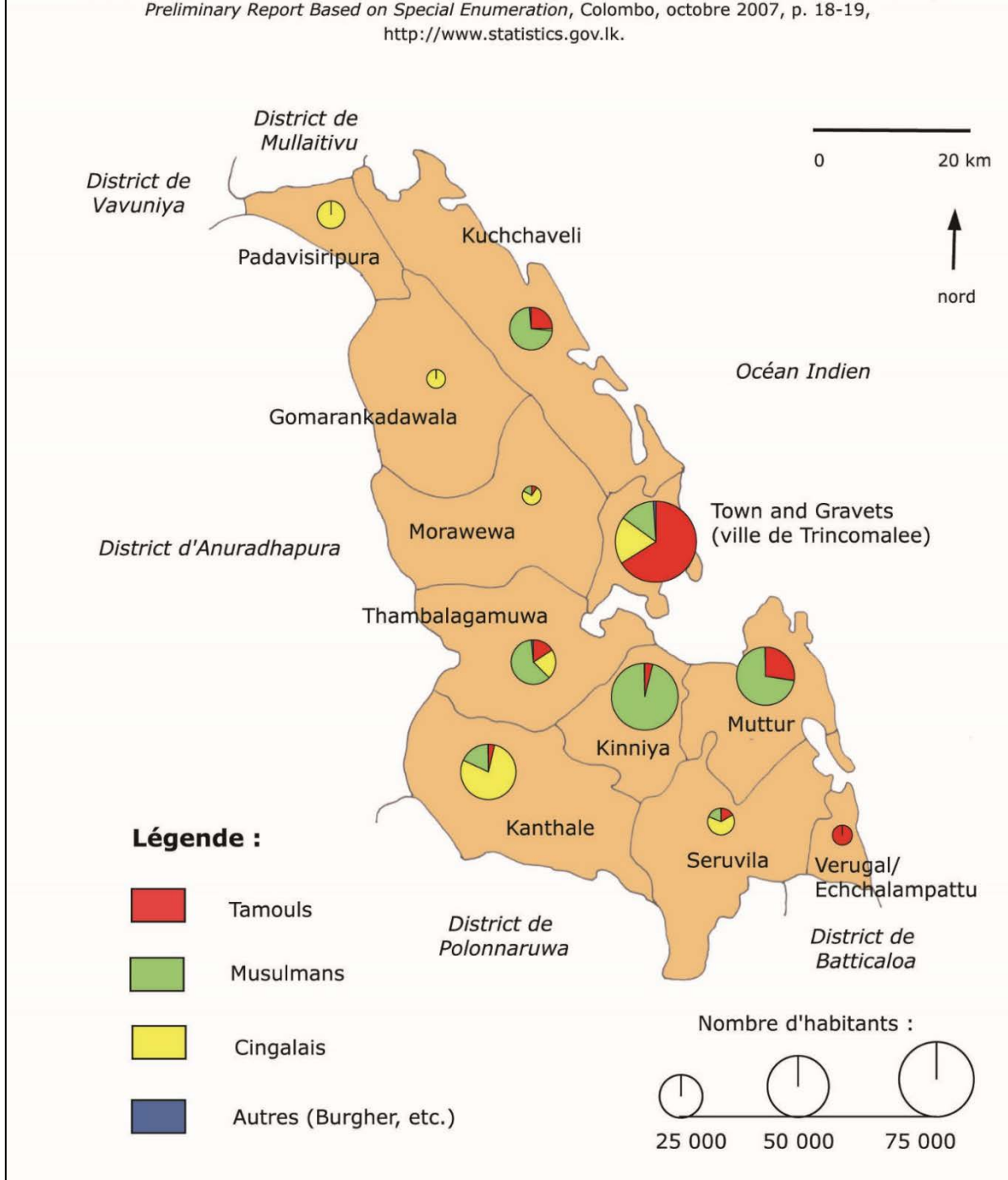
© DIDR – OFPRA

<sup>45</sup> India Today, 15/09/1990, [url](#)

<sup>46</sup> University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 16/10/1990, [url](#)

### Répartition ethnico-culturelle de la population par Divisional Secretary's Divisions dans le district de Trincomalee, province de l'Est, en 2007

Source : Department of Census and Statistics, *Basic Population Information on Trincomalee District, Preliminary Report Based on Special Enumeration*, Colombo, octobre 2007, p. 18-19, <http://www.statistics.gov.lk>.



© DIDR - OFPRA

Une partie de la population tamoule a dû fuir les exactions de la police, des gangs et des milices, et a été regroupée dans des camps de personnes déplacées, où l'insécurité continuait de régner. Ainsi, par exemple, le 12 août 1990, la police et des gangs de musulmans ont attaqué le camp de Tamouls déplacés de Veeramunai. Ou encore, le 20 septembre 1990, après le meurtre de quatre pêcheurs tamouls, les *home guards* ont tué 17 Tamouls dans la ville de Puthukudiyiruppu, située près de Batticaloa.<sup>47</sup>

**Les LTTE ont perpétré plusieurs massacres faisant chacun au moins une centaine de morts,** provoquant ainsi l'exode des musulmans.<sup>48</sup> Parmi ceux-ci, le 3 août 1990, à Kattankudy dans le district de Batticaloa, 100 à 140 musulmans ont été tués et 70 blessés par des mitraillages pendant les offices religieux dans deux mosquées de la ville.<sup>49</sup> De même, dans plusieurs villages de la division d'Eravur du district de Batticaloa, le 11 août 1990, une quarantaine d'hommes ont pénétré de nuit au domicile de musulmans et en ont tué environ 180 (121 selon UTHR-J, 116 à 173 tués et 20 blessés selon diverses sources<sup>50</sup>), dont 28 femmes et 31 enfants. Les LTTE ont nié en être les auteurs, et ont accusé le gouvernement. En représailles, des musulmans ont tué une trentaine de Tamouls à Samanthurai.<sup>51</sup> **En janvier 1991, 350 000 musulmans avaient fui leurs villages et les villes de la province de l'Est.**<sup>52</sup>

Entre le milieu des années 1980 et celui des années 2000 dans la province de l'Est, les tensions engendrées par le conflit armé entre les populations musulmanes des villes et des bourgs et les habitants tamouls des villages environnants « traditionnels », notamment dans les régions de Kinniya et de Muttur, ont fait migrer les familles des classes moyennes tamoules dans les chefs-lieux de district que sont Batticaloa et Trincomalee, provoquant même l'abandon de certains de ces villages.<sup>53</sup> **Les LTTE imposaient aux musulmans le paiement de taxes pour cultiver leurs rizières.** Puis, à la suite d'accords passés au niveau des communautés villageoises, les LTTE les ont autorisés à cultiver, mais ils prélevaient des taxes après la récolte. En revanche, **dans le district d'Amparai, les Tamouls se sentaient victimes de la violence des militants du Congrès musulman de Sri Lanka (Sri Lanka Muslim Congress, SLMC, parti politique communautaire prônant l'instauration d'une région autonome musulmane dans l'Est), des home guards et des forces de sécurité.** Nombre d'agriculteurs tamouls avaient été contraints de vendre leurs rizières. De plus, des unités administratives dominées par les musulmans avaient été créées dans les régions situées au sud de Batticaloa.<sup>54</sup>

### 3.2. L'accord de 2002 entre les LTTE et le SLMC non respecté

**Le 13 avril 2002** à Kilinochchi, **les LTTE et le SLMC ont signé un accord** prévoyant notamment le retour des musulmans dans les zones où ils résidaient avant le conflit armé et l'arrêt du racket des musulmans par les LTTE dans la province de l'Est.<sup>55</sup> Cependant, **cet accord n'a pas eu d'application concrète**, car les musulmans n'ont pu retrouver leurs terres et maisons, et le racket s'est poursuivi. Pis, les musulmans victimes du tsunami de décembre 2004 étaient souvent des personnes ayant été chassées auparavant de leurs terres par les LTTE. Ils ont accusé les LTTE d'empêcher l'administration (les *divisional secretaries*) de les réinstaller sur leurs terres d'origine. Les musulmans avaient le sentiment d'être utilisés dans la lutte pour la cause tamoule uniquement comme des pourvoyeurs de fonds et de ressources, en étant extorqués, rançonnés et volés, sans avoir d'influence dans les négociations. En outre, dans ce contexte, **les jeunes musulmans, notamment ceux formés dans les madrasas, se tournaient de plus en plus vers l'islam radical et la violence.**<sup>56</sup>

### 3.3. La zone de Muttur, épice centre des tensions entre LTTE et musulmans

La localité de Sampur, située au sud de la baie de Trincomalee, était contrôlée par les LTTE. A l'ouest de celle-ci, se trouvait la ville de Muttur, peuplée en majorité de musulmans (33 000 h.), de Tamouls hindous et chrétiens (25 000 h.) et d'une petite partie de Singhalais. Les musulmans vivaient dans le centre-ville, tandis que les Tamouls résidaient dans les villages des faubourgs de Muttur. Trincomalee,

<sup>47</sup> University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 16/10/1990, [url](#)

<sup>48</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.153.

<sup>49</sup> The Public Interest Advocacy Centre (PIAC), 05/2019, p.73, [url](#)

<sup>50</sup> The Public Interest Advocacy Centre (PIAC), 05/2019, p.73, [url](#)

<sup>51</sup> University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), 08/05/1991, [url](#) ; India Today, 15/09/1990, [url](#)

<sup>52</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.153.

<sup>53</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.24, [url](#)

<sup>54</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.47, [url](#)

<sup>55</sup> British Broadcasting Company (BBC), 13/04/2002, [url](#) ; TamilNet, 13/04/2002, [url](#)

<sup>56</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.47, [url](#)

au nord de la baie, était la plus importante base navale de la marine sri lankaise. La présence militaire ne s'étendait pas jusqu'à Muttur, située pourtant dans une zone gouvernementale. Les fonctionnaires du gouvernement effectuaient quotidiennement la traversée de la baie en ferry. Après l'accord de cessez-le-feu de février 2002, les LTTE ont ouvert un bureau à Muttur.<sup>57</sup>

Les LTTE voulaient imposer une présence dominante tamoule dans les zones de peuplement mixte, en dénonçant la « colonisation » musulmane et singhalaise. Ils avaient aussi pour objectif de s'implanter militairement dans les zones stratégiques situées à proximité des côtes, en y construisant des camps.<sup>58</sup> Ils ont ainsi établi **un réseau de bases dans la zone de Sampur et de Muttur<sup>59</sup> au sud de la baie de Trincomalee**, d'où ils lançaient des opérations vers des cibles civiles ou militaires.<sup>60</sup> Au sud de Muttur, dans un lieu dit appelé Majeedpura, se trouvaient une mosquée et une école coranique ; en 1990, les LTTE ont construit un camp sur les ruines de ces bâtiments qu'ils ont appelé Kurangupachchan puis Manirasankulam. Ce camp n'a pas été démantelé après l'accord de cessez-le-feu de 2002, qui stipulait pourtant que les camps situés aux lisières des zones tenues par les LTTE devaient être démantelés.<sup>61</sup>

A Muttur, dès juin 2002, des incidents se sont produits après le tabassage d'un jeune musulman par un gang de Tamouls. Le bureau des LTTE a été endommagé à coups de pierres, et ceux-ci ont accusé l'ensemble de la communauté musulmane de cette attaque et ont appelé à un *hartal* général à Muttur. Les musulmans ont obéi aux LTTE en fermant boutiques, écoles, etc. Mais une foule d'émeutiers tamouls a tenté de pénétrer dans la ville, et a été arrêtée par les musulmans. Les deux groupes se sont affrontés à coups de pierres, et les Tamouls se sont retirés en saccageant les magasins et en couvrant la mosquée de débris et de graffitis obscènes.<sup>62</sup>

**En mars 2003, les musulmans de Muttur ont appelé à un *hartal* pour protester contre les violences des LTTE à leur encontre**, et notamment l'enlèvement de deux pêcheurs. Les magasins, les écoles, les administrations et les banques de Muttur ont fermé pendant trois jours. Puis, un gang de Tamouls a agressé, volé et maltraité trois passants musulmans. Cet incident a dégénéré en **émeutes entre les deux communautés dans les rues de Muttur en avril 2003**. Des maisons et des boutiques ont été saccagées et incendiées, trois personnes ont été tuées. Des Tamouls ont incendié les rizières des musulmans, volé leurs tracteurs et pillé les maisons, tandis que des musulmans ont incendié des maisons de Tamouls. Ni les forces de sécurité, ni les LTTE ne sont intervenus pour faire cesser l'émeute. Quatre jours plus tard, sous l'égide de la *Sri Lanka Monitoring Mission* (SLMM), les LTTE et les représentants de la communauté musulmane ont signé un accord. Mais la violence a continué, car deux musulmans ont été tués après la signature de cet accord, et en août 2003, un musulman, ancien policier, a été tué par balle. Le lendemain, un jeune Tamoul a été tué. Dix jours plus tard, deux autres musulmans à bicyclette ont été assassinés, meurtres suivis de la disparition d'un jeune Tamoul.<sup>63</sup>

Après les émeutes d'avril 2003 à Muttur, les LTTE ont interdit aux Tamouls de commercer avec les musulmans ou de leur acheter des marchandises. A leurs barrages, ils confisquaient toutes celles qui venaient de commerçants musulmans et imposaient de lourdes amendes aux acheteurs. Des boutiques ont fermé et leurs propriétaires ont quitté la ville et le district de Trincomalee. Après quelques semaines, les LTTE ont levé le boycott, vraisemblablement sous la pression des Tamouls de Muttur, contraints d'aller se ravitailler dans des villages singhalais éloignés. En dépit de l'accord passé entre Velupillai Prabhakaran, le chef des LTTE, et Rauff Hakeem, le dirigeant du SLMC, stipulant la restitution des propriétés aux musulmans chassés du nord-est, **les LTTE n'ont pas permis aux musulmans du district de Trincomalee de retourner sur leurs terres et récupérer leurs biens et propriétés sous divers prétextes fallacieux**.<sup>64</sup> Dans ce contexte de défiance, en novembre 2003 il s'était formé, selon la police, trois petits groupes armés musulmans à Muttur : l'*Osama Group* (20 membres), le *Muttur Jetty Group* (10 membres) et le *Knox Group* (10 membres).<sup>65</sup>

<sup>57</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p.200-201.

<sup>58</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.24, [url](#)

<sup>59</sup> Ou Muttur.

<sup>60</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.211.

<sup>61</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p.210-211.

<sup>62</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p.201-202.

<sup>63</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p.205-207.

<sup>64</sup> NIRUPAMA SUBRAMANIAN, 2005, p.210.

<sup>65</sup> Frontline, 07/11/2003, [url](#)

## 4. La scission des LTTE de 2004 et ses conséquences

### 4.1. Dissensions au sein des LTTE

Les motifs de la scission des LTTE restent obscurs, mais plusieurs facteurs semblent y avoir contribué. Les services de renseignements des LTTE et une partie de l'encadrement intermédiaire des LTTE se seraient alarmés de l'autonomie croissante accordée à Vinayanamoorthi Muralitharan, *alias colonel Karuna*, *alias* Karuna Amman (chef militaire des LTTE pour les districts de Batticaloa et Amparai depuis 1987<sup>66</sup>), par Vellupilai Prabhakaran, lui permettant de développer un appareil militaire de plus en plus incontrôlable. De plus, Karuna utilisait ses voyages à l'étranger pour lever des fonds destinés au développement de l'Est et, en particulier, de Batticaloa. Culturellement, les Tamouls de l'Est avaient conservé un ressentiment envers les Tamouls de Jaffna qui dominaient dans les services publics et l'Education, en dépit du rééquilibrage réel, et qu'ils jugeaient hautains à leur égard.<sup>67</sup> Le district de Jaffna figurait parmi les plus riches, tandis que celui de Batticaloa était parmi les plus pauvres. Les Tamouls de la province de l'Est craignaient que l'Eelam tamoul ne soit un projet de perpétuation de la domination de l'élite tamoule de Jaffna.<sup>68</sup>

De plus, les Tamouls de l'Est estimaient que les LTTE du Nord ne comprenaient pas la complexité du peuplement multi-ethnique de l'Est. Ainsi, **les cadres des LTTE de l'Est ont mal pris l'accord signé dans le Vanni entre les LTTE et le SLMC**, craignant des représailles des musulmans à l'encontre des Tamouls. Karuna et ses lieutenants, dont certains avaient été sanctionnés en vain par Prabhakaran pour avoir créé des incidents avec les musulmans, refusaient d'appliquer cet accord.<sup>69</sup> Ils n'appréciaient pas également l'image donnée des LTTE dans l'Est, où les candidats tamouls aux élections qui n'étaient pas membres de l'Alliance nationale tamoule (*Tamil National Alliance, TNA*) alors contrôlée par les LTTE étaient assassinés par ceux-ci, qui, par ailleurs, les laissaient participer aux élections dans le Nord. Selon les partisans de Karuna, le service de renseignements des LTTE aurait décidé de remplacer celui-ci par une personnalité plus faible.<sup>70</sup> En effet, **Karuna jouissait d'un grand prestige au sein des LTTE** pour avoir dirigé l'offensive de 8 000 combattants en 2000 ayant abouti à la capture du camp militaire d'Elephant Pass.<sup>71</sup> En outre, une animosité personnelle persistait entre Karuna et Shanmuganathan Sivasankaran, *alias Pottu Amman*, le **chef du service de renseignements des LTTE** (*Tiger Organization Security Intelligence Service, TOSIS*), **qui faisait réaliser des attentats et assassinats dans la province de l'Est sans consulter les instances locales des LTTE. Karuna avait fini par créer son propre service de renseignements**, appelé *Batticaloa-Amparai Intelligence* (BAI), pour surveiller les agents du TOSIS.<sup>72</sup>

### 4.2. Le déroulement de la scission

A un ordre de déplacer un millier de combattants des LTTE de l'Est dans le Vanni, Karuna a envoyé, le 3 mars 2004, une lettre de refus et de griefs à Prabhakaran, publiée sous forme de pamphlet et distribuée dans la province de l'Est le même jour. **Karuna y dénonçait l'enrôlement forcé d'enfants, les meurtres de militants de partis tamouls et de civils et l'extorsion de fonds**, dont il rendait responsable le TOSIS dirigé par Pottu Amman. Pour la première fois de l'histoire des LTTE, l'obéissance absolue envers Prabhakaran était enfreinte par un de ses subordonnés.<sup>73</sup> Banu Avalian, secrétaire de Karuna, a contacté l'armée sri-lankaise pour lui demander d'empêcher les mouvements de combattants LTTE en dehors des zones contrôlées par ceux-ci, et a prévenu le gouvernement sri-lankais et l'ambassade de Norvège de la **volonté de Karuna de signer un accord de paix séparé**. Le 4 mars, Karuna a réuni ses cadres les plus fidèles à Thennagam pour restructurer l'organisation, expulser les officiers originaires du Nord et fermer les points d'accès aux zones LTTE des districts de Batticaloa et d'Amparai.<sup>74</sup> Ils ont capturé 23 agents de Pottu Amman et les ont détenus.<sup>75</sup> Les jours suivants, **des cadres des LTTE restés loyaux à Prabhakaran se sont enfuis de ces districts pour rejoindre le Vanni** avec certains de ces détenus. Parmi ceux-ci figuraient Thambirasa Thuraisingham *alias Ramesh*,

<sup>66</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.158.

<sup>67</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.162.

<sup>68</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.162.

<sup>69</sup> JEYARAJ D.B.S., The Sunday Leader, 14/03/2004, [url](#) ; PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.43-44, [url](#)

<sup>70</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.43-44, [url](#)

<sup>71</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.159.

<sup>72</sup> DIDR, 17/01/2018, [url](#) ; JEYARAJ D.B.S., The Sunday Leader, 14/03/2004, [url](#)

<sup>73</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.154-155.

<sup>74</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.156.

<sup>75</sup> JEYARAJ D.B.S., The Sunday Leader, 14/03/2004, [url](#)

l'adjoint de Karuna, Kausalyan, Ramanan, Keerhi, Gihathathan, Ram et **Karikalan**.<sup>76</sup> Pour se venger, Karuna a fait exécuter 12 agents de Pottu Amman détenus, et deux autres infiltrés.<sup>77</sup>

En représailles, la direction des LTTE a remplacé la totalité des cadres de la structure de commandement de l'Est par des officiers envoyés du Vanni, écartant ceux originaires de l'Est. Ainsi, le **commandant du district de Trincomalee**, Sivasubramanian Varanthan, *alias* **colonel Pathuman**, a été rappelé dans le Vanni, où il **a été emprisonné et a disparu**.<sup>78</sup> Il a été **remplacé par Sornam**, un des plus hauts gradés des LTTE du Vanni, pour commander leurs troupes dans le district de Trincomalee et dans la région située au nord de Batticaloa.<sup>79</sup> Cependant, Prabhakaran a nommé **Ramesh**, l'ex-adjoint de Karuna, « **commandant militaire spécial** » **des districts de Batticaloa et d'Amparai**.<sup>80</sup> Le 6 mars 2004, il a condamné à mort Karuna et « tous les autres traîtres », et a dépêché des escadrons pour exécuter la sentence. Cependant, le 7 mars, à l'issue de combats violents dans le nord du district de Batticaloa, ces derniers ont échoué dans leur mission.<sup>81</sup>

Les partisans de Karuna ont organisé plusieurs grandes manifestations, des *hartals*, des jeûnes, des **autodafés du journal des LTTE (Thamil Ala)** et d'effigies de Prabhakaran et de Pottu Amman pour dénoncer la mainmise du commandement du Nord sur les LTTE de l'Est. Les risques de représailles encourus par les participants à ces actions étaient considérables, en raison de la large diffusion médiatique de ces événements.<sup>82</sup> Voulant prouver son indépendance à l'égard de la direction des LTTE, **Karuna a fait des ouvertures aux communautés musulmanes et singhalaises, en leur restituant les terres saisies par les LTTE**, en fermant les postes de police, les perceptions et les tribunaux des LTTE.<sup>83</sup> Tous les membres du *District Development Committee* ont pris parti, de gré ou de force, pour Karuna, et la domination des LTTE sur les ONG a été compliquée.<sup>84</sup>

### 4.3. Affrontements entre les LTTE et les dissidents

En avril 2004, les LTTE ont consolidé leurs positions au nord du fleuve Verugal et se sont infiltrés dans les zones qu'ils tenaient avant la scission. **Karuna n'a pas cherché une confrontation directe avec eux**, mais, anticipant cette invasion, **a fait systématiquement détruire les infrastructures et les dépôts d'armes et de munitions des LTTE**, rendant leur maintien difficile dans les districts de Batticaloa et d'Amparai. Puis, il a congédié les combattants sous ses ordres et **s'est retiré dans la clandestinité dans la jungle avec un petit groupe de cadres expérimentés**.<sup>85</sup> Des anciens combattants des LTTE ont été capturés par les LTTE à leur domicile lors du déploiement des nouvelles troupes de Prabhakaran dans l'Est, et ils ont été déportés dans les camps de travail du Vanni. Certains ont été torturés et ont dû faire des déclarations publiques sur le lien supposé entre le gouvernement et Karuna pour être diffusées dans les diasporas tamoules et utilisées pour faire passer les dissidents pour un « groupe paramilitaire » de l'Etat devant être désarmé selon les termes de l'accord de cessez-le-feu de 2002, alors que **ni Karuna ni ses partisans n'ont reçu de protection de l'Etat**. D'anciens cadres des LTTE ont été exécutés publiquement par les LTTE, comme le 9 juillet 2004 dans le village d'Illapadichenai.<sup>86</sup>

**La scission a entraîné une vague d'assassinats et d'enlèvements perpétrés par les deux factions.** En effet, chacune d'entre elles a essayé d'éliminer ses opposants, mais sans vraiment connaître l'opinion des personnes soupçonnées, instaurant la **terreur au sein des communautés tamoules** du fait de ce climat de guerre fratricide. Les LTTE ont accru leur niveau de violence contre les personnes pour tenter de rétablir leur influence dans l'Est, ce qui a généré un ressentiment profond au sein de la population tamoule prise entre ces deux factions, les Singhalais et les forces de sécurité. Leur présence publique dans le district de Batticaloa était devenue dangereuse, car leurs bureaux ont été attaqués à plusieurs reprises et leurs militants étaient assassinés.<sup>87</sup> A Batticaloa, le bureau des LTTE a été attaqué

<sup>76</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.156.

<sup>77</sup> JEYARAJ D.B.S., The Sunday Leader, 14/03/2004, [url](#)

<sup>78</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.156 ; PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.45, [url](#)

<sup>79</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.44, [url](#)

<sup>80</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.168.

<sup>81</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.157.

<sup>82</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.157 ; JEYARAJ D.B.S., The Sunday Leader, 14/03/2004, [url](#)

<sup>83</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.169 ; JEYARAJ D.B.S., The Sunday Leader, 14/03/2004, [url](#)

<sup>84</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.34-35, [url](#)

<sup>85</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.170.

<sup>86</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.172-174.

<sup>87</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.43-44, [url](#)

à quatre reprises entre octobre 2004 et mars 2005, date à laquelle une grenade a été lancée dans la cour de celui-ci sans faire de victimes.<sup>88</sup>

Ces actions étaient attribuées aux partisans de Karuna. Les célébrations des LTTE pour les *Black Tigers Day* et *Fallen Heroes' Day*, qui regroupaient des foules de participants, étaient désormais réalisées discrètement. Les deux factions n'organisaient, d'ailleurs, que peu d'activités publiques dans les zones gouvernementales. **Dans les zones non contrôlées par le gouvernement, les LTTE ne se déplaçaient plus qu'en petits groupes par crainte des embuscades des partisans de Karuna et des forces de sécurité.** En raison de cette rivalité, les ONG et les agents de l'Etat subissaient moins de pression des LTTE.<sup>89</sup> Cependant, après quelques mois de cessation, **le racket des habitants de Batticaloa avait repris en 2005, effectué désormais par les partisans de Karuna.**<sup>90</sup>

Le premier assassinat d'un civil attribué aux LTTE après la scission a frappé le vice-chancelier de l'université de l'Est (Eastern University), sise à Vantharumoolai. En effet, la presse tamoule spéculait sur l'influence des milieux académiques sur le régionalisme tamoul, qui aurait encouragé la scission. Des affrontements violents ont opposé des étudiants tamouls originaires du Nord avec d'autres originaires de l'Est, si bien que cette université a été fermée. Quelques jours plus tard, la faction de Karuna a tué un professeur proche des LTTE. Ces derniers ont pu rétablir leur influence sur cet établissement, et les étudiants originaires du Vanni y sont retournés. En 2005, il était devenu extrêmement dangereux d'y mener des activités politiques en raison des menaces émanant des deux camps.<sup>91</sup> Une tentative de médiation entre les deux factions a été faite en vain par diverses organisations de la société civile et de syndicats sous l'égide de l'archevêque de Batticaloa-Trincomalee.<sup>92</sup>

## 5. La reprise de la guerre et l'éviction des LTTE de la province Est

### 5.1. Les LTTE relancent les combats (Eelam IV)

A la suite des élections législatives d'avril 2004, Mahinda Rajapaksa, dirigeant de la coalition d'opposition intitulée Alliance du peuple uni pour la liberté (*United People Freedom Alliance*, UPFA), a été nommé Premier ministre, en remplacement de Ranil Wickremasinghe, le dirigeant du Parti national uni (*United National Party*, UNP), qui négociait depuis 2002 avec les LTTE un statut d'autonomie pour la région du Nord-Est.<sup>93</sup> Ces deux dirigeants politiques ont présenté leur candidature à l'élection présidentielle de novembre 2005. Le programme de Ranil Wickremasinghe ne mentionnait pas le fédéralisme, mais un « Sri Lanka uni », alors que celui-ci s'était fait auparavant un fervent défenseur d'une solution fédérale au conflit.<sup>94</sup> En revanche, Mahinda Rajapaksa, soutenu par l'UPFA, le JVP et un parti fondé en 2004 par des moines bouddhistes, le Parti de l'héritage national singhalais (*Jathika Hela Urumaya*, JHU), insistait sur le désarmement des LTTE (soupçonnés de l'assassinat du ministre des Affaires étrangères, Lakshman Kadirgamar, le 12 août 2005, signifiant que les LTTE n'étaient pas prêts à déposer leurs armes et à cesser leurs attaques terroristes<sup>95</sup>), le refus d'une région autonome du Nord-Est exclusivement tamoule, le refus de reconnaître les LTTE comme les seuls représentants des communautés tamoules et la révision de l'accord de cessez-le-feu de 2002.<sup>96</sup>

Les LTTE et l'Alliance nationale tamoule (*Tamil National Alliance*, TNA), coalition de partis tamouls alors sous leur contrôle et disposant de 22 députés, ont appelé au boycott du scrutin. L'une des principales explications de ce boycott était que les LTTE craignaient l'influence électorale de leurs rivaux tamouls dans la province de l'Est, en particulier celle du nouveau parti fondé par Karuna, les Tigres de libération des peuples tamouls (*Thamil Makkal Viduthalai Puligal*, TMVP), qui soutenait Mahinda Rajapaksa. Aussi, **ils ont préféré saboter l'élection en reprenant les opérations armées.** Les LTTE pensaient que Mahinda Rajapaksa mettrait fin aux négociations, ce qui leur permettrait de reprendre leurs offensives armées avec l'approbation, voire le soutien, des pays occidentaux.<sup>97</sup> Sur le fond, les LTTE

<sup>88</sup> TamilNet, 14/03/2005, [url](#)

<sup>89</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.43-44, [url](#)

<sup>90</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.45, [url](#)

<sup>91</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.39, [url](#)

<sup>92</sup> PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, 2005, p.44, [url](#)

<sup>93</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.197.

<sup>94</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.199.

<sup>95</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.194-195.

<sup>96</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.197.

<sup>97</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.208-210.

étaient pour la sécession de la région du Nord-Est et non pour le fédéralisme prôné par Ranil Wickremasinghe qui semblait être le candidat le plus favorable à la cause tamoule.<sup>98</sup>

**Après l'élection de Mahinda Rajapaksa à la présidence, les LTTE contrôlaient 55% du territoire de la province de l'Est**, le gouvernement n'en contrôlait que 30% et le reste était disputé entre les deux camps. Plus des deux tiers de la population se trouvaient en zone gouvernementale. Dans le district de Trincomalee, les LTTE contrôlaient des zones au nord de la ville de Trincomalee et une grande partie des divisions de Muttur (notamment la localité de Sampur) et d'Eechilampathu au sud de la baie de Trincomalee, ainsi qu'une petite zone dans la division de Seruwila de peuplement majoritaire singhalais. Dans le district de Batticaloa, les LTTE contrôlaient l'arrière-pays occidental du lagon éponyme, la région de Vaharai et la zone de Thoppigala (Kudumbimalai). Dans le district d'Amparai, ils contrôlaient la forêt de Kanchikudicharu-Rufuskulam et les villages environnants, et étaient présents dans les zones forestières de Lahugala et de Pottuvil.<sup>99</sup>

Après l'élection de Mahinda Rajapaksa à la présidence de la République, **les LTTE ont réclamé de manière insistante le désarmement des partisans de Karuna et ont voulu tester les capacités de réaction du nouveau gouvernement en menant une série d'attaques** contre ceux-ci et les forces de sécurité dans les zones multi-ethniques de l'Est, **notamment dans la zone de Sampur-Muttur**. Entre autres représailles, le président du Forum du peuple tamoul (*Tamil People's Forum*, TPF) du district de Trincomalee, proche de la TNA, a été assassiné le 7 avril 2006. En réplique, les LTTE ont assassiné plusieurs personnalités, et **le 12 avril 2006, ils ont fait exploser une bombe dans un marché essentiellement fréquenté par des Singhalais à Trincomalee**. Cet attentat a été suivi, pendant trois jours, **de pogromes contre les Tamouls de la part des foules de Singhalais et de militaires**. Cet attentat et les pogromes ont causé la mort d'une vingtaine de personnes, dont 11 Tamouls, 7 Singhalais et 2 musulmans, et de 16 membres des forces de sécurité tués par les LTTE. Puis, les attentats et les massacres opérés par les LTTE ont augmenté dans le pays, leur faisant perdre leur crédit auprès de nombreux pays occidentaux comme le Canada et l'Union Européenne qui les ont alors ajoutés à leur liste des organisations terroristes, tandis que la police fédérale des Etats-Unis menait des raids et procédait à des arrestations de trafiquants d'armes de cette organisation.<sup>100</sup> Cette erreur stratégique de leur part était aggravée par le fait que **le gouvernement sri lankais continuait à vouloir négocier avec eux**, notamment lors d'une rencontre à Genève en février 2006, pendant laquelle ils ont fait montre d'hostilité et de blocage devant les pays occidentaux.<sup>101</sup>

## 5.2. Muttur sous le feu de la guerre

Pendant les 150 premiers jours de la mandature de Mahinda Rajapaksa, 300 personnes, dont une moitié de civils, ont été tuées en raison de l'escalade de la violence mettant aux prises les LTTE et les forces de sécurité. Poussé par le JVP et le JHU, **le président Rajapaksa a déclenché une série de bombardements aériens sur les bases des LTTE dans la zone de Sampur-Muttur**, en particulier sur leurs installations nautiques.<sup>102</sup> En représailles, les LTTE ont déclaré que les espaces maritimes et aériens adjacents aux territoires qu'ils contrôlaient leur appartenaient, ce qui leur a permis de déclencher des opérations maritimes de piraterie. Puis en juin 2006, ils ont fait défiler 6 000 volontaires d'une « milice populaire » (*people's militia*) composée essentiellement de paysans de la zone de Muttur-Ichchilampattu. Dans les mois suivants, outre les attentats, ils ont lancé une offensive dans le delta du fleuve Mahaveli dans la zone située entre Muttur et Mavil Aru, au sud de Trincomalee.<sup>103</sup>

En 2004, la division de Muttur était peuplée de 45 298 habitants, dont 62% de musulmans et 38% de Tamouls. **La ville (township) de Muttur était composée de 90% de musulmans**. Les terres agricoles de cette zone étaient irriguées par de l'eau en provenance du réservoir d'Allai, régulé par l'écluse de Mavil Aru. Bien que théoriquement sous contrôle gouvernemental en vertu de l'accord de cessez-le-feu, les zones situées à l'est et au sud de cette division étaient occupées depuis 2002 par plusieurs bases et camps des LTTE, qui pouvaient bombarder la base navale de Trincomalee située au-delà de la baie au moyen d'une artillerie lourde.<sup>104</sup> **Le 20 juillet 2006, les LTTE ont fermé une écluse de la Mavil Aru**, l'un des principaux affluents du Mahaveli, **privant d'irrigation les rizières du delta, cultivées par des**

<sup>98</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.213.

<sup>99</sup> JEYARAJ D.B.S., Frontline, 24/08/2007, [url](#)

<sup>100</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.211-212.

<sup>101</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.214.

<sup>102</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.216-217 ; JEYARAJ D.B.S., Frontline, 24/08/2007, [url](#)

<sup>103</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.216-217.

<sup>104</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.262.



**musulmans.** Ils voulaient s'emparer de ces terres riches en céréales et en chasser leurs habitants et les forces de sécurité. Ils voulaient occuper toute la côte méridionale de la baie de Trincomalee, et relier ainsi le Vanni à leurs territoires de la province de l'Est. Le 26 juillet, l'armée a lancé une contre-offensive intitulée *Operation Watershed* pour chasser les LTTE de cette région du delta.<sup>105</sup>

Peu après la fermeture de l'écluse sur la Mavil Aru, les LTTE ont occupé les camps militaires situés autour de la ville de Muttur. Puis, **le 2 août 2006, ils ont pris le contrôle de la ville de Muttur en pillant, tuant, maltraitant et menaçant les habitants musulmans**, contraints de fuir ou de se regrouper dans les écoles et les mosquées. Puis, **ceux-ci ont été chassés de la ville et conduits vers le sud par les LTTE** ; près de Pachanoor, les LTTE ont séparé les femmes et les hommes. Un homme masqué a identifié plusieurs dizaines d'entre eux, qu'il a accusés d'être des djihadistes et dont une partie ont été tués par les LTTE. **Le 6 août, l'armée a repris la ville en chassant les LTTE**, dont nombre de combattants ont été tués pendant les affrontements. Lors des combats, **la ville a été bombardée par les deux camps.** Au cours de ces combats, le 4 août, 17 employés (16 Tamouls et un musulman) de l'ONG française Action contre la faim (ACF) ont été tués, probablement par des militaires ou des musulmans (*home guards* ?). Ces derniers les auraient-ils confondus avec des militants des LTTE, sachant qu'une partie des combattants LTTE ne portaient pas d'uniformes, qu'il s'agissait de Tamouls restés dans une ville où les LTTE venaient de pratiquer une opération de « nettoyage » ethno-religieux et que ces employés humanitaires se trouvaient au milieu des combats pour une mission qui n'était pas liée à la situation de l'heure ? ACF avait refusé d'évacuer ceux-ci en estimant que leurs maillots recouverts de son logo suffisaient à les identifier comme agents humanitaires.<sup>106</sup> En outre, de nombreux civils musulmans que les LTTE avaient empêché de quitter la ville ont été tués sous les bombardements.<sup>107</sup> **Le 11 août, l'armée a pris le contrôle de l'écluse sur la Mavil Aru et a rouvert les vannes d'écoulement de la rivière.**<sup>108</sup>

### 5.3. Offensive de l'armée dans le district de Batticaloa

En novembre 2006 et dans les huit mois suivants, l'armée et la STF ont attaqué la zone contrôlée par les LTTE dans le district de Batticaloa de façon très progressive, pour éviter de subir de lourdes pertes en raison des dispositifs de protection installés par les LTTE. En effet, ces derniers y disposaient d'un important arsenal, comportant notamment de l'artillerie lourde, des fortifications et des champs de mines. En mars 2007, la base de Vakarai des LTTE a été détruite, et celle de Kokkadacholai, située au sud de Batticaloa, centre de commandement des LTTE, où se trouvait entreposé un vaste arsenal, a été prise. Le 27 mars, les LTTE ont lancé une attaque suicide contre le camp militaire de Chenkaladi au nord de Batticaloa, qui a tué 20 soldats. Cependant, **en avril 2006, les LTTE ont évacué les zones côtières du district de Batticaloa pour se replier à l'intérieur de ce district.** De même, après avoir subi de lourdes pertes face à la STF sur le littoral du district d'Amparai, ils se sont repliés vers les terres intérieures du district de Batticaloa, où ils ont été harcelés par les partisans de Karuna. **Les LTTE se sont regroupés dans leur camp de Thoppigala**<sup>109</sup>, où ils pensaient pouvoir préparer une contre-offensive.<sup>110</sup>

A partir du 25 avril, l'armée a attaqué le réseau de camps et de tunnels des LTTE dans cette zone, et **le 11 juillet 2007 elle a pris le camp de Thoppigala, dernière place forte des rebelles dans la province de l'Est.**<sup>111</sup> Un cimetière contenant des centaines de tombes de combattants LTTE a été découvert par les forces de sécurité aux abords de ce camp.<sup>112</sup> **En juillet 2007, les forces de sécurité ont donc pris le contrôle des districts de Batticaloa et d'Amparai.** Dans l'intervalle d'un an, les affrontements dans la province de l'Est se sont soldés pour les LTTE par la mort de 718 combattants, d'environ 700 prisonniers, des centaines de blessés et de déserteurs.<sup>113</sup>

Selon le service de renseignements de l'armée, le *Military Intelligence* (MI), fin juillet 2007, les combattants des LTTE de la base de Thoppigala s'étaient repliés, d'une part, vers le nord dans la zone de **Manal Aaru** (Weli Oya) dans le district de Trincomalee (villages de Kumburupiddy, Kandalkadu, Kadawana et Peraru) et le Vanni, d'autre part, vers le sud dans le **parc naturel de Yala** dans le district

<sup>105</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.217.

<sup>106</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.262-270.

<sup>107</sup> Minority Rights Group International, 12/2007, p.6, [url](#)

<sup>108</sup> Sri Lanka, Ministry of Defence, 11/08/2006, [url](#)

<sup>109</sup> Endroit appelé Baron's cap par le colonisateur britannique et Kudumbimalai par les Tamouls.

<sup>110</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.225-226.

<sup>111</sup> Sri Lanka, Security Force Headquarters (East), 26/12/2007, [url](#)

<sup>112</sup> Nations unies, OCHA (source : gouvernement de Sri Lanka), Reliefweb, 13/07/2007, [url](#)

<sup>113</sup> PEIRIS G.H., 2009, p.225-226.

d'Amparai où ils ont déplacé leur base de renseignements sous la direction de Throwner et Keerthie.<sup>114</sup> **Fin août 2007, les LTTE n'étaient plus qu'environ 300 dans la clandestinité sur la côte orientale et environ 500 autres se déplaçant en petits groupes dans les forêts** des zones de Thoppigala, de Kanchikudicharu, ainsi que dans les zones de Kadawanaikulam et de Peraru dans le district de Trincomalee. La plupart d'entre eux appartenaient au service de renseignements des LTTE.<sup>115</sup>

De janvier 2006 à décembre 2007, les combats dans la province de l'Est ont fait 3 500 morts et provoqué le déplacement de 290 000 personnes en raison des bombardements d'artillerie de l'armée réalisés sur les localités avant d'y envoyer des troupes. Des milliers de familles se sont enfuies pour s'entasser aux abords des principales villes. Cependant, au fur et à mesure de l'avance de l'armée, les autorités ont renvoyé de force les personnes déplacées dans leurs localités d'origine, à l'exception des terres occupées par les militaires appelées Zones de haute sécurité (*High Security Zones*, HSZ) comme celle de Sampur qui couvrait une quinzaine de villages. Les personnes raccompagnées dans leurs localités d'origine ont été dotées de cartes d'identité spéciales (en sus de la carte nationale d'identité) mentionnant leur appartenance ethnique pour empêcher les infiltrations de LTTE dans les villages.<sup>116</sup>

**En novembre 2008**, l'UNICEF a confirmé à la mission de l'OFPPRA à Sri Lanka que les LTTE contrôlaient 80% du territoire du district de Batticaloa avant 2007, et le HCR lui a déclaré qu'à cette même date, **des éléments des LTTE étaient encore actifs dans certains endroits de la province de l'Est** et que la zone de Kilian dans la division de Koralai Pattu South, au nord-ouest de Batticaloa, formait une zone tampon entre ceux-ci et l'armée. Le HCR avait constaté que la plupart des militaires stationnés dans le district étaient musulmans, tandis que les membres de la STF et les policiers étaient des Singhalais assistés d'interprètes en tamoul. **Les affrontements n'y étaient plus que sporadiques, et concernaient soit des infiltrations de LTTE contre les TMVP, soit des conflits entre les deux factions des TMVP** (celle de Karuna et celle de Pillaiyan). Les TMVP regroupaient environ 2 000 hommes armés, ne portant pas d'uniformes, installés dans des camps retranchés aux abords des villages. Ils agissaient en toute impunité, notamment dans des opérations de racket des commerçants de Batticaloa et de réquisition de matériel des ONG internationales.<sup>117</sup>

---

<sup>114</sup> Tamil Guardian, 31/07/2007, [url](#)

<sup>115</sup> JEYARAJ D.B.S., Frontline, 24/08/2007, [url](#)

<sup>116</sup> Minority Rights Group International, 12/2007, p.2-3, [url](#)

<sup>117</sup> OFPPRA (Division Asie, DIDR, Division des Affaires juridiques), 08/2009, p.57-61, [url](#)

## Bibliographie

Sites web consultés d'octobre à décembre 2020.

### Documents OFPRA

DIDR, « Sri Lanka : La scission des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) et ses conséquences à Trincomalee entre 2004 et 2007 ; Le rôle du service de renseignement des LTTE (TOSIS) dans la lutte contre les ennemis des Tigres pendant le cessez-le-feu », OFPRA, 17/01/2018, [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/14.didr\\_sri\\_lanka\\_la\\_scission\\_des\\_tigres\\_de\\_liberation\\_de\\_leelam\\_tamoul\\_ltte\\_et\\_ses\\_consequences\\_a\\_trincomalee\\_entre\\_2004\\_et\\_2007.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/14.didr_sri_lanka_la_scission_des_tigres_de_liberation_de_leelam_tamoul_ltte_et_ses_consequences_a_trincomalee_entre_2004_et_2007.pdf)

DIDR, « Sri Lanka : Les musulmans et les conflits religieux », OFPRA, 17/03/2015, [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/54.didr\\_sri\\_lanka\\_les\\_musulmans\\_et\\_les\\_conflits\\_religieux\\_ofpra\\_17032015.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/54.didr_sri_lanka_les_musulmans_et_les_conflits_religieux_ofpra_17032015.pdf)

Division Asie, DIDR, Division des Affaires juridiques (DAJ), « Rapport de mission au Sri Lanka, 15-28 novembre 2008 », OFPRA, 08/2009, 107 p., [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/60\\_ofpra\\_rapport\\_de\\_mission\\_au\\_sri\\_lanka\\_du\\_15\\_au\\_28\\_novembre\\_2008.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/60_ofpra_rapport_de_mission_au_sri_lanka_du_15_au_28_novembre_2008.pdf)

### Organisation intergouvernementale

Nations unies, OCHA (source : gouvernement de Sri Lanka), « A Tiger cemetery found at Thoppigala », Reliefweb, 13/07/2007, <https://reliefweb.int/report/sri-lanka/sri-lanka-tiger-cemetery-found-thoppigala>

### Institutions nationales

Sri Lanka, Security Force Headquarters (East), « Thoppigala Operation - 28 Feb 2007 To 11 July 2007 », 26/12/2007, <https://alt.army.lk/sfhqeast/content/thoppigala-operation-28-feb-2007-11-july-2007>

Sri Lanka, Ministry of Defence, « Operation 'Watershed' - turn of tides », 11/08/2006, [http://www.defence.lk/Article/view\\_article/2157](http://www.defence.lk/Article/view_article/2157)

### Organisations non gouvernementales

The Public Interest Advocacy Centre (PIAC), « Tides of violence:mapping the Sri Lankan conflict from 1983 to 2009 », Sydney, 216 p., <https://piac.asn.au/wp-content/uploads/2019/05/TIDES-OF-VIOLENCE-FINAL-3-PIAC.pdf>

Minority Rights Group International, « One year on: Counter-terrorism sparks human rights crisis for Sri Lanka's minorities », 12/2007, Briefing, [https://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/Session2/LK/MRGI\\_LKA\\_UPR\\_S2\\_2008anx\\_Briefing\\_2007.pdf](https://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/Session2/LK/MRGI_LKA_UPR_S2_2008anx_Briefing_2007.pdf)

University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), « The Meaning of "People's Action" and the Consequences of Prolonged Negotiations », 26/10/2002, Information Bulletin n°29, <http://www.uthr.org/bulletins/bul29.htm>

University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), « The LTTE, Child Soldiers and Serial Disasters : A Challenge Without an Answer ? », 19/10/2001, Information Bulletin n°27, <http://www.uthr.org/bulletins/bul27.htm>

University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), « The Vanishing Young and the Silent Agony of Sunset Shore (Paduvankarai) », 20/09/2001, Information Bulletin n°26, <http://www.uthr.org/bulletins/bul26.htm>

University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), « Civilians and the Armed Forces in the Batticaloa District: December 1995 », 30/12/1995, Information Bulletin n°9, <http://www.uthr.org/bulletins/bul9.htm>

University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), « The Clash of Ideologies and the Continuing Tragedy in the Batticaloa and Amparai Districts », 08/05/1991, Report n°7, <http://www.uthr.org/Reports/Report7/Report7.htm>

University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), « The War And Its Consequences in the Amparai District », 16/10/1990, Special Report n°3, <http://www.uthr.org/SpecialReports/spreport3.htm>

University Teachers for Human Rights – Jaffna (UTHR-J), « The War of June 1990 », 08/1990, Report n°4, <http://www.uthr.org/Reports/Report4/Report4.htm>

## **Ouvrages**

DIXON S. Jeffrey (professeur associé de sciences politiques à l'université du Texas central) et SARKEES Meredith Reid (membre du Correlates of War project), « A Guide to Intra-state Wars : An Examination of Civil, Regional, and Intercommunal Wars, 1816-2014 », CQ Press – Sage reference, 2015, 816 p., [https://books.google.fr/books?id=y39ZDwAAQBAJ&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbs\\_atb#v=onepage&q&f=false](https://books.google.fr/books?id=y39ZDwAAQBAJ&printsec=frontcover&hl=fr&source=gbs_atb#v=onepage&q&f=false)

PEIRIS G. H. (professeur émérite de géographie à l'université de Peradeniya, Kandy), « Twilight of the Tigers, Peace Efforts and Power Struggles in Sri Lanka », Vijitha Yapa Publications, Oxford University Press, 2009, 297 p.

NIRUPAMA SUBRAMANIAN, « Sri Lanka, Voices from a War Zone », New Delhi, Penguin – Viking, 2005, 230 p.

PHILIPSON Liz et YUVI THANGARAJAH, « The Politics of the North-East », Netherlands Ministry of Foreign Affairs – Swedish International Development Cooperation Agency – The Asia Foundation – Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland – World Bank, 2005, 56 p., <http://documents1.worldbank.org/curated/en/438821468308044732/text/630550WP0Polit00Box0361499B0PUBLIC0.txt>

## **Médias**

AMJAD MOHAMED-SALEEM, « Muttur Siege: Reflecting 10 years on », Groundviews, 08/02/2016, <https://groundviews.org/2016/08/02/muttur-siege-reflecting-10-years-on/>

JEYARAJ David Buell Sabapathy, « Eastern cauldron », Frontline, 24/08/2007, <https://frontline.thehindu.com/world-affairs/article30192563.ece>

Tamil Guardian, « East continues to be volatile as Army, LTTE gears for war in the north », 31/07/2007, <https://www.tamilguardian.com/content/east-continues-be-volatile-army-ltte-gears-war-north>

TamilNet, « LTTE political office in Batticaloa bombed », 14/03/2005, <https://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=14471>

JEYARAJ David Buell Sabapathy, "Pottu vs. Karuna: clash of the "Ammans", The Sunday Leader, Colombo, 14/03/2004, <http://www.thesundayleader.lk/archive/20040314/issues-3.htm>

Frontline, « Sri Lanka's troubled east », 07/11/2003, <https://frontline.thehindu.com/world-affairs/article30219644.ece>

TamilNet, « TNA demands compensation to Tamil victims of police violence », 14/01/2003, <https://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=8163>

British Broadcasting Company (BBC), « Sri Lanka Muslims in peace pact », 13/04/2002,  
[http://news.bbc.co.uk/2/hi/south\\_asia/1927792.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/1927792.stm)

TamilNet, « SLMC, LTTE sign agreement, plan more meetings », 13/04/2002,  
<https://www.tamilnet.com/art.html?catid=13&artid=6845>

SUBRAMANIAN N., « LTTE turns Vakkaraï village into a base », India Today, 31/08/1995,  
<https://www.indiatoday.in/magazine/special-report/story/19950831-ltte-turns-vakkaraï-village-into-a-base-808391-1995-08-31>

India Today, « LTTE suspected behind massacre of Muslims in Sri Lanka », 15/09/1990,  
<https://www.indiatoday.in/magazine/neighbours/story/19900915-ltte-suspected-behind-massacre-of-muslims-in-sri-lanka-812992-1990-09-15>